



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le jeudi 10 avril 2025 – N° 201

Neuf heures quarante

Présidente de l'Assemblée nationale :
Mme Nathalie Roy

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de la Côte-du-Sud sur le sujet suivant : *Le rôle vital des Chambres de commerce.*
- La députée des Mille-Îles sur le sujet suivant : *Souligner le 15^e anniversaire de La Maison de la Sérénité.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Avril est le mois des enfants de militaires et c'est important dans une ville-garnison comme Saint-Jean-sur-Richelieu.*
- Le député de Maurice-Richard sur le sujet suivant : *Maurice Richard : symbole d'une lutte collective.*
- La députée de Soulanges sur le sujet suivant : *Hommage à un groupe de jeunes athlètes exceptionnels de Soulanges.*
- La députée de Westmount–Saint-Louis sur le sujet suivant : *Souligner le Mois de l'autisme.*
- Le député de Beauce-Nord sur le sujet suivant : *Souligner le départ à la retraite de la lieutenant Ann Mathieu de la Sûreté du Québec.*
- Le député d'Abitibi-Est sur le sujet suivant : *Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or : 50 ans.*
- La députée de Bertrand sur le sujet suivant : *Centre de formation des Laurentides – École hôtelière des Laurentides.*
- La députée de Pointe-aux-Trembles sur le sujet suivant : *Semaine de l'action bénévole.*
- La députée de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *60^e anniversaire de la Ville de Laval.*
- Le député de Papineau sur le sujet suivant : *Merci à Service animation jeunesse Outaouais.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS	a)	documents
	b)	rapports de commissions
	c)	pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion du ministre des Finances proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement,

Et motions formulant un grief présentées par :

Le député de Marguerite-Bourgeoys :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste multirécidiviste des déficits pour son manque de vision, de rigueur et de contrôle dans sa gestion des finances publiques.

La députée de Verdun :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement pour son refus d'inclure au budget de nouvelles mesures permettant d'aller chercher des revenus additionnels auprès des plus fortunés de notre société afin d'atténuer les impacts de l'austérité caquiste sur la population québécoise.

Le député de Jean-Talon :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour son budget 2025-2026 qui prévoit un déficit historique de 13,6 milliards de dollars en raison d'un manque de vision et d'une mauvaise gestion des finances publiques.

Le chef de l'opposition officielle :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour le dépôt d'un budget 2025-2026 qui établit un nouveau déficit record et pour son incapacité à offrir aux Québécoises et aux Québécois les services auxquels ils ont droit.

Le député de Laurier-Dorion :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ et la ministre de l'Habitation pour son manque de volonté politique pour régler la crise du logement et pour l'absence de nouvel investissement pour la construction de logement social et de mesure structurante pour contrôler la spirale inflationniste et spéculative dans le secteur de l'habitation dans le budget 2025-2026.

La députée de Chomedey :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son manque de planification et de vision pour l'industrie touristique québécoise.

Le député de Taschereau :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour ce budget injuste, qui abolit le bouclier fiscal qui venait en aide à 140 000 personnes défavorisées.

La députée de La Pinière :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour le dépôt du budget 2025-2026, qui ne répond pas aux besoins pressants et croissants des personnes âgées en matière de soutien à domicile.

Le député de Jean-Lesage :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la Coalition avenir Québec et son ministre de l'Éducation pour son budget 2025-2026, qui n'est pas à la hauteur des défis énormes du système d'éducation qui mettent à mal la réussite des élèves, tels que la pénurie de main-d'œuvre, la vétusté des écoles et le système à trois vitesses à l'origine de la ségrégation scolaire.

La députée de Bourassa-Sauvé :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour le dépôt d'un budget 2025-2026 qui ne couvre pas les besoins du réseau de l'éducation.

Le député de Maurice-Richard :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ et la ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour son budget qui ne prévoit ni mesure de nationalisation des parcs éoliens, ni investissements significatifs dans la transition écologique et qui prive le Québec de leviers stratégiques et de revenus essentiels pour l'État dans un contexte où investir massivement dans l'énergie propre et publique constitue à la fois une nécessité écologique et une opportunité économique majeure pour le Québec.

La députée de D'Arcy-McGee :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour avoir déposé un budget 2025-2026 qui ne garantit pas les ressources et les moyens requis pour répondre aux besoins des usagers, ni de maintenir durablement les services sociaux à la population.

La cheffe du deuxième groupe d'opposition :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ de ne pas répondre, à travers son budget, aux vraies doléances des travailleurs et des travailleuses, ceux et celles qui sont les vrais créateurs et créatrices de richesse.

Le député d'Hochelaga-Maisonneuve :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ et le ministre de l'Environnement, de la Lutte aux changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour son budget, qui envoie un signal contraire à l'urgence d'agir face aux changements climatiques alors que le Québec est encore loin d'atteindre ses objectifs de décarbonation.

La députée des Mille-Îles :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son incapacité à répondre à la crise du logement en négligeant à la fois le soutien à la construction résidentielle et l'adoption de mesures facilitant l'accès à la propriété.

La députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement de la CAQ d'abandonner la réussite éducative des élèves autochtones et de faire fi des constats alarmants faits par la Vérificatrice générale du Québec sur la réussite éducative des élèves autochtones.

La députée de Westmount–Saint-Louis :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour avoir sabré les budgets en sécurité publique alors que le Québec est confronté à une augmentation importante de violence et de sinistres.

La députée de Mont-Royal–Outremont :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son improvisation et son budget 2025-2026 qui, avec ses compressions, fragilisent l'enseignement supérieur et fait perdre du terrain à nos cégeps et à nos universités.

Le député de Saint-Henri–Sainte-Anne :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement de la CAQ pour l'absence de plan d'action dans son budget afin de répondre adéquatement à l'ensemble des recommandations du rapport Laurent et veiller au bien-être des enfants du Québec, particulièrement ceux sous la protection de l'État.

Le député de Saint-Jérôme :

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement pour n'avoir pas mené l'examen rigoureux des dépenses budgétaires auquel il s'était engagé.

Le député de Pontiac :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son budget, qui affaiblit encore davantage un réseau déjà fragilisé par une réforme introduisant une structure additionnelle, par un ajout de fonctionnaires et une diminution des services directs à la population.

La députée de Notre-Dame-de-Grâce :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son manque de vision et d'investissements dans la lutte à la pauvreté et la lutte aux inégalités sociales.

Le député de Rosemont :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement de la CAQ de son choix de soumettre le réseau de la santé et des services sociaux à un sous-financement chronique pour les prochaines années.

La députée de Robert-Baldwin :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour son inaction dans le dossier des maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale, et ce malgré la situation critique dans laquelle celles-ci se trouvent.

La députée de Sherbrooke :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement de la CAQ de ne pas assurer les investissements nécessaires pour mettre en œuvre le virage urgent vers des services de soins et de maintien à domicile, recommandé par la Commissaire à la santé et au bien-être afin de répondre adéquatement aux défis colossaux du vieillissement de la population québécoise.

Le député de l'Acadie :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour avoir réduit le financement du programme « Affaires internationales » du ministère des Relations internationales et de la Francophonie et la portée des actions de diversification des marchés pour le Québec.

Le député de Nelligan :

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement caquiste pour le dépôt d'un budget 2025-2026 qui place au dernier rang de ses priorités le transport collectif.

Motion proposée par la députée de Jeanne-Mance-Viger en vertu de l'article 97 du Règlement :

QUE l'Assemblée nationale constate qu'en date de la dernière reddition de comptes réalisée le 30 novembre 2024, plus d'un tiers des projets visés par la Loi concernant l'accélération de certains projets d'infrastructure ne sont toujours pas en phase de réalisation, et ce, malgré les pouvoirs exceptionnels contenus dans cette loi;

QU'elle prenne acte de l'annulation, du report ou de la mise sur pause de nombreux projets d'infrastructure dans la foulée de la publication du Plan québécois des infrastructures 2025-2035;

QU'enfin, l'Assemblée nationale constate que l'inscription d'un projet au Plan québécois des infrastructures ne constitue plus une garantie raisonnable de réalisation d'un tel projet.

Motion du ministre de la Justice proposant l'adoption du projet de loi n° 91, Loi instaurant le Tribunal unifié de la famille au sein de la Cour du Québec.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 92
Loi modifiant diverses dispositions principalement dans le secteur financier
Présenté par le ministre des Finances le **8 avril 2025**
- 2) Projet de loi n° 94
Loi visant notamment à renforcer la laïcité dans le réseau de l'éducation et
modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Éducation le **20 mars 2025**
- 3) Projet de loi n° 95
Loi favorisant l'équité dans l'accès aux services de garde éducatifs à
l'enfance subventionnés dispensés par les titulaires de permis
Présenté par la ministre de la Famille le **27 mars 2025**
- 4) Projet de loi n° 98
Loi modifiant la Loi électorale principalement afin de préserver l'intégrité du
processus électoral
Présenté par le ministre responsable des Institutions démocratiques le
3 avril 2025

Étude détaillée en commission

- 5) **Projet de loi n° 69**
Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie le 6 juin 2024
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 24 septembre 2024
Principe adopté le **3 octobre 2024**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

- 6) **Projet de loi n° 81**
Loi modifiant diverses dispositions en matière d'environnement
Présenté par le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs le 20 novembre 2024
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 4 février 2025
Principe adopté le **11 février 2025**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement

- 7) **Projet de loi n° 82**
Loi concernant l'identité numérique nationale et modifiant d'autres dispositions
Présenté par le ministre de la Cybersécurité et du Numérique le 21 novembre 2024
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 30 janvier 2025
Principe adopté le **4 février 2025**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 8) **Projet de loi n° 83**
Loi favorisant l'exercice de la médecine au sein du réseau public de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé le 3 décembre 2024
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 12 février 2025
Principe adopté le **18 février 2025**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

- 9) Projet de loi n° 84
Loi sur l'intégration nationale
Présenté par le ministre de la Langue française le 30 janvier 2025
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 19 mars 2025
Principe adopté le **19 mars 2025**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 10) Projet de loi n° 89
Loi visant à considérer davantage les besoins de la population en cas de grève ou de lock-out
Présenté par le ministre du Travail le 19 février 2025
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 25 mars 2025
Principe adopté le **3 avril 2025**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

- 11) Projet de loi n° 91
Loi instaurant le Tribunal unifié de la famille au sein de la Cour du Québec
Présenté par le ministre de la Justice le 25 février 2025
Principe adopté le 19 mars 2025, et
Renvoyé à la Commission des institutions
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 27 mars 2025
Rapport de la Commission des institutions adopté le 8 avril 2025
Vote reporté le **9 avril 2025**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 12) Projet de loi n° 190
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **1^{er} décembre 2022**

- 13) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'interdire les batailles dans les activités sportives auxquelles des personnes de moins de 18 ans participent
Présenté par le député de Marquette le **8 décembre 2022**
- 14) Projet de loi n° 192
Loi visant à assurer la santé et la sécurité des élèves en classe en encadrant la qualité de l'air ambiant dans les écoles
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **7 décembre 2022**
- 15) Projet de loi n° 193
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin de reconnaître le droit à un environnement sain à titre de droit fondamental
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **1^{er} février 2023**
- 16) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **2 février 2023**,
- 17) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur les services de garde éducatifs à l'enfance afin de garantir le droit de recevoir des services de garde
Présenté par la députée de Robert-Baldwin le **14 mars 2023**
- 18) Projet de loi n° 197
Loi visant à améliorer la qualité des soins par la fixation de ratios dans certains établissements visés par la Loi sur les services de santé et les services sociaux
Présenté par le député de Pontiac le **6 décembre 2022**
- 19) Projet de loi n° 198
Loi modifiant le Code civil afin d'assurer une plus grande protection aux locataires aînés contre les reprises de logement ou les évictions
Présenté par la députée de Sherbrooke le 21 février 2023
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de Vimont le **28 mars 2024**
- 20) Projet de loi n° 199
Loi visant une meilleure protection du consommateur contre les contrats de crédit abusifs
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **23 février 2023**

- 21) Projet de loi n° 390
Loi favorisant la prise en compte de l'égalité des sexes et de la diversité dans une perspective intersectionnelle dans le processus budgétaire
Présenté par la députée de Mercier le **21 mars 2023**
- 22) Projet de loi n° 391
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit à la gratuité des projets pédagogiques particuliers offerts dans les écoles où est dispensé le service de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire et secondaire ainsi que de limiter la distance entre les immeubles d'une école à projet particulier
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **16 mars 2023**
- 23) Projet de loi n° 392
Loi concernant la suspension de la délivrance de nouveaux claims miniers et mettant fin à la préséance des droits miniers et gaziers sur les autres usages du territoire
Présenté par la députée de Verdun le **18 avril 2023**
- 24) Projet de loi n° 393
Loi visant à lutter contre le gaspillage alimentaire
Présenté par la députée de Verdun le **6 avril 2023**
- 25) Projet de loi n° 394
Loi concernant la mise en place de politiques de conciliation études-famille-travail notamment dans les établissements d'enseignement supérieur
Présenté par le député d'Hochelaga-Maisonneuve le **5 décembre 2023**
- 26) Projet de loi n° 395
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale de Matane-Matapédia par Matane-Matapédia-Mitis
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **11 avril 2024**
- 27) Projet de loi n° 396
Loi modifiant la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations afin d'y prévoir l'atteinte d'une capitalisation de 100 milliards de dollars
Présenté par le député de Marguerite-Bourgeoys le **16 mars 2023**

- 28) **Projet de loi n° 397**
Loi visant à prévenir et à combattre les violences à caractère sexuel dans les établissements d'enseignement dispensant des services de l'éducation préscolaire, d'enseignement au primaire ou d'enseignement en formation générale ou professionnelle au secondaire, incluant les services éducatifs pour les adultes
Présenté par la députée de Mercier le **27 avril 2023**
- 29) **Projet de loi n° 398**
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin de consacrer le droit des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage de recevoir des services éducatifs équivalents à ceux dispensés par l'école
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **20 avril 2023**
- 30) **Projet de loi n° 399**
Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec afin d'obliger la Caisse de dépôt et placement du Québec à faire des investissements ayant des impacts sociaux et environnementaux durables et à en rendre compte
Présenté par le député de Maurice-Richard le **27 avril 2023**
- 31) **Projet de loi n° 490**
Loi renforçant la majorité qualifiée requise pour la nomination et la destitution des personnes nommées par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Nelligan le **18 avril 2023**
- 32) **Projet de loi n° 491**
Loi visant à modifier la Loi sur les infrastructures publiques afin de soumettre les projets inscrits au plan québécois des infrastructures à un test climat
Présenté par le député de Taschereau le **14 septembre 2023**
- 33) **Projet de loi n° 492**
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **18 avril 2023**
- 34) **Projet de loi n° 493**
Loi modifiant la Loi sur l'immigration au Québec pour tenir compte des résidents temporaires aux fins de la planification de l'immigration
Présenté par le député de Nelligan le **10 mai 2023**
- 35) **Projet de loi n° 494**
Loi modifiant le Code civil afin de rendre sans effet les clauses d'un bail de logement qui tendent à interdire les animaux de compagnie
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **25 mai 2023**

- 36) Projet de loi n° 495
Loi visant à lutter contre l'accaparement des terres agricoles
Présenté par la députée de Verdun le 26 septembre 2023
Reprise du débat ajourné au nom du député de Jonquière le **31 janvier 2024**
- 37) Projet de loi n° 496
Loi visant à reconnaître l'amiral blanc en tant qu'insecte emblématique du Québec
Présenté par la députée d'Argenteuil le **9 juin 2023**
- 38) Projet de loi n° 499
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par le député de Jean-Lesage le **5 octobre 2023**
- 39) Projet de loi n° 591
Loi visant principalement à renforcer le contrôle de l'action gouvernementale par un député en lui reconnaissant un droit de visite des institutions administratives
Présenté par la députée de Sherbrooke le **21 mars 2024**
- 40) Projet de loi n° 593
Loi modifiant le Code civil afin d'interdire les évictions faites en vue de convertir un logement en hébergement touristique de courte durée
Présenté par la députée des Mille-Îles le **4 octobre 2023**
- 41) Projet de loi n° 596
Loi modifiant principalement la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme afin de permettre aux municipalités d'adopter un règlement relatif au zonage différencié visant à accroître et à pérenniser l'offre de logements sociaux ou abordables
Présenté par la députée des Mille-Îles le **24 octobre 2023**
- 42) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Verdun le **1^{er} février 2024**
- 43) Projet de loi n° 599
Loi modifiant principalement la Loi sur le régime de rentes du Québec afin d'abolir la réduction de la rente de retraite de la personne qui bénéficie d'une rente d'invalidité entre 60 ans et 65 ans
Présenté par le député de Maurice-Richard le **20 février 2024**

- 44) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec afin de corriger une iniquité envers les retraités invalides
Présenté par la députée de La Pinière le 23 novembre 2023
Reprise du débat ajourné le **7 décembre 2023**
- 45) Projet de loi n° 691
Loi modifiant diverses dispositions législatives relatives à l'aide financière aux études
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **7 décembre 2023**
- 46) Projet de loi n° 693
Loi favorisant la contribution active à la société des prestataires du Programme de solidarité sociale
Présenté par la députée de Notre-Dame-de-Grâce le **22 février 2024**
- 47) Projet de loi n° 694
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de lutter plus efficacement contre l'alcool au volant
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2024**
- 48) Projet de loi n° 695
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Nelligan le **14 mars 2024**
- 49) Projet de loi n° 697
Loi visant à lutter contre le gaspillage
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **23 avril 2024**
- 50) Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne afin d'y consacrer le droit à un logement décent
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **4 juin 2024**
- 51) Projet de loi n° 790
Loi visant à étendre aux usagers hébergés dans une résidence à assistance continue l'application du Règlement concernant les modalités d'utilisation de mécanismes de surveillance par un usager hébergé dans une installation maintenue par un établissement qui exploite un centre d'hébergement et de soins de longue durée
Présenté par la députée de D'Arcy-McGee le **22 mai 2024**

- 52) Projet de loi n° 791
Loi permettant à des organismes publics de transport en commun de développer des projets immobiliers aux abords ou au-dessus de leurs infrastructures de transport en commun
Présenté par le député de Nelligan le **1^{er} mai 2024**
- 53) Projet de loi n° 792
Loi visant à accroître la présence du drapeau du Québec
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **30 mai 2024**
- 54) Projet de loi n° 793
Loi sur le processus de publication des documents issus de l'enquête menée par Bernard Grenier au sujet des activités d'Option Canada à l'occasion du référendum tenu au Québec en octobre 1995
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **27 novembre 2024**
- 55) Projet de loi n° 794
Loi déclarant l'engagement du Québec d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050
Présenté par la députée de Verdun le **7 novembre 2024**
- 56) Projet de loi n° 796
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par celui d'« Arthabaska-L'Érable »
Présenté par le député d'Arthabaska le **30 mai 2024**
- 57) Projet de loi n° 892
Loi visant à interdire l'offre de services de consommation supervisée à proximité d'un service de garde éducatif à l'enfance en installation ou d'un établissement d'enseignement offrant une formation de niveau préscolaire, primaire ou secondaire
Présenté par la députée de Saint-Laurent le **27 novembre 2024**
- 58) Projet de loi n° 893
Loi sur le maintien de l'autonomie des personnes âgées
Présenté par le député des Îles-de-la-Madeleine le **3 décembre 2024**
- 59) Projet de loi n° 894
Loi visant à étendre l'admissibilité au régime d'assurance maladie et au régime général d'assurance médicaments à toutes les femmes ou à toutes les personnes enceintes vivant au Québec sans égard à leur statut migratoire
Présenté par le député de Saint-Henri–Sainte-Anne le **4 décembre 2024**

- 60)** Projet de loi n° 895
Loi établissant un réseau scolaire commun afin de garantir l'égalité des chances
Présenté par la députée de Mercier le **19 février 2025**
- 61)** Projet de loi n° 896
Loi visant à indemniser les municipalités locales lors de la cession de terrains destinés à la construction ou à l'agrandissement d'écoles
Présenté par la députée de Sherbrooke le **13 février 2025**
- 62)** Projet de loi n° 897
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin de prévoir la délivrance obligatoire d'un avis de paiement au propriétaire d'un véhicule routier immatriculé ou au titulaire de certains permis
Présenté par le député de Nelligan le **19 mars 2025**
- 63)** Projet de loi n° 898
Loi visant à renforcer l'encadrement des augmentations de loyer d'un bail de logement
Présenté par le député de Laurier-Dorion le **3 avril 2025**
- 64)** Projet de loi n° 899
Loi modifiant le Code de la sécurité routière afin d'obliger la Société de l'assurance automobile du Québec à conclure des ententes avec des ministères ou organismes en vue de l'application de certaines lois
Présenté par le député de Nelligan le **3 avril 2025**

Étude détaillée en commission

- 65)** Projet de loi n° 194
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le 26 avril 2023
Principe adopté le **9 juin 2023**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

- 66)** Projet de loi n° 201
Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights
Présenté par la députée d'Argenteuil le **20 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 67)** Projet de loi n° 203
Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale
catholique romaine de Montréal
Présenté par la députée de Westmount–Saint-Louis le **19 avril 2023**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 68)** Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Rouyn-Noranda
Présenté par le député de Rouyn-Noranda–Témiscamingue le **1^{er} avril 2025**,
et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 69)** Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Saint-Sylvère
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **1^{er} avril 2025**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire
- 70)** Projet de loi n° 216
Loi concernant la Ville de Longueuil
Présenté par la députée de Laporte le **1^{er} avril 2025**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

- 71)** 8 avril 2025
Motion du ministre responsable des Relations canadiennes :

QUE l'Assemblée nationale constate que le pouvoir de nomination des juges des cours supérieures des États fédérés appartient au gouverneur général en vertu de l'article 96 de la *Loi constitutionnelle de 1867*;

QU'elle constate que l'exercice de ce pouvoir est circonscrit, en ce qui concerne le Québec, par la condition voulant que les juges soient choisis parmi les membres du Barreau du Québec en vertu de l'article 98 de cette même loi;

QU'elle constate que l'article 98 de la *Loi constitutionnelle de 1867* vise à assurer que les juges des cours supérieures du Québec maîtrisent le droit qui y est en vigueur;

QU'elle souligne que le Québec est le seul État de tradition civiliste au sein de la fédération;

QU'elle considère qu'il y a lieu de protéger et de promouvoir cette tradition en précisant davantage la condition de nomination prévue à l'article 98;

QU'elle souligne qu'une telle modification peut être effectuée, conformément à l'article 43 de la *Loi constitutionnelle de 1982*, par proclamation de la gouverneure générale sous le grand sceau du Canada, autorisée par des résolutions de l'Assemblée nationale, du Sénat et de la Chambre des communes;

QU'elle précise qu'une telle modification ne constitue en aucune façon une reconnaissance par l'Assemblée nationale de la *Loi constitutionnelle de 1982*, qui fut adoptée sans son consentement;

QUE l'Assemblée nationale autorise la modification de la Constitution du Canada par proclamation de la gouverneure générale sous le grand sceau du Canada, en conformité avec le texte suivant :

MODIFICATION DE LA CONSTITUTION DU CANADA LOI CONSTITUTIONNELLE DE 1867

1. La *Loi constitutionnelle de 1867* est modifiée par le remplacement de l'article 98 par le suivant :

98Q.1. Les juges des cours supérieures du Québec sont choisis parmi les membres du Barreau du Québec ayant été recommandés par le gouvernement du Québec.

TITRE

2. Titre de la présente modification : « Modification constitutionnelle de (année de proclamation) (Québec) ».

V. Crédits budgétaires

- 72) Crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 2026 déposés par la ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor le 25 mars 2025 et renvoyés pour étude aux commissions permanentes le **26 mars 2025**.

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3
PROJETS DE LOI ADOPTÉS
(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée.

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Enquête découlant de la motion présentée par le leader parlementaire de l'opposition officielle et député de Nelligan en vertu des articles 315 à 321 du Règlement portant sur l'omission du dépôt dans les délais prescrits du Rapport annuel de gestion 2023 de la Société de l'assurance automobile du Québec.

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandats réglementaires

- Audition du Centre d'acquisitions gouvernementales sur le chapitre 2 du rapport de novembre 2024 du Vérificateur général intitulé « Acquisitions regroupées gouvernementales ».
- Audition du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur le chapitre 3 du rapport d'avril 2024 de la commissaire au développement durable intitulé « Protection du territoire agricole ».
- Audition du ministère de l'Éducation du Québec, du Centre de services scolaire de l'Énergie, du Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois, du Centre de services scolaire du Fer, de la Commission scolaire Central Québec et de la Commission scolaire New Frontiers sur le chapitre 4 du rapport de novembre 2024 du Vérificateur général intitulé « Réussite éducative des élèves autochtones ».
- Audition du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et du ministère des Transports et de la Mobilité durable sur le chapitre 4 du rapport d'avril 2024 de la commissaire au développement durable intitulé « Fonds d'électrification et de changements climatiques »;

- Audition du ministère de la Santé et des Services sociaux, du CISSS de la Montérégie-Centre et des CIUSSS de l'Estrie-CHUS et de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal sur le chapitre 2 du rapport de mai 2023 du Vérificateur général intitulé « Octroi de contrats de gré à gré : en vertu du décret d'urgence sanitaire, ou pour obtenir des places d'hébergement et de la main-d'œuvre indépendante ».
- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion et sur ses engagements financiers.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 69**, Loi assurant la gouvernance responsable des ressources énergétiques et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 3 octobre 2024).

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 201**, Loi concernant la Municipalité de Morin-Heights (mandat confié le 20 avril 2023).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Rouyn-Noranda (mandat confié le 1^{er} avril 2025).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Saint-Sylvère (mandat confié le 1^{er} avril 2025).
- **Projet de loi n° 216**, Loi concernant la Ville de Longueuil (mandat confié le 1^{er} avril 2025).

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandats de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 94**, Loi visant notamment à renforcer la laïcité dans le réseau de l'éducation et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 3 avril 2025).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 89**, Loi visant à considérer davantage les besoins de la population en cas de grève ou de lock-out (mandat confié le 3 avril 2025).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 82**, Loi concernant l'identité numérique nationale et modifiant d'autres dispositions (mandat confié le 4 février 2025).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 203**, Loi concernant les fins et les pouvoirs de la Corporation archiépiscopale catholique romaine de Montréal (mandat confié le 19 avril 2023).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 84**, Loi sur l'intégration nationale (mandat confié le 19 mars 2025).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandats de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 83**, Loi favorisant l'exercice de la médecine au sein du réseau public de la santé et des services sociaux (mandat confié le 18 février 2025).
- **Projet de loi n° 194**, Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès (mandat confié le 9 juin 2023).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 81**, Loi modifiant diverses dispositions en matière d'environnement (mandat confié le 11 février 2025).

COMMISSION SPÉCIALE SUR LES IMPACTS DES ÉCRANS ET DES RÉSEAUX SOCIAUX SUR LA SANTÉ ET LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES

Consultations particulières :

- Les impacts des écrans et des réseaux sociaux sur la santé et le développement des jeunes.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au feuillet du mercredi*

279) Mme Zaga Mendez (Verdun) – **10 avril 2025**
Au ministre des Finances

Certains commerces m'ont récemment fait part de leur inquiétude face à la transformation numérique des modules d'enregistrement des ventes (MEV).

Les MEV ont été implantés il y a plus d'une décennie dans les restaurants, cafés et débits de boisson du Québec afin que Revenu Québec puisse lutter plus efficacement contre les activités illicites. Cette transformation a été rendue nécessaire et obligatoire par Revenu Québec en raison de l'obsolescence de la technologie alors utilisée. À ma connaissance, personne ne remet en cause la nécessité des MEV.

Les commerces utilisant encore d'anciens MEV devront se conformer, au plus tard à la fin de l'été, à une nouvelle exigence : l'adoption d'une version numérique de leur système de point de vente. Cela implique, d'ici cette échéance, la signature d'un contrat avec une entreprise privée fournissant un logiciel MEV numérique. Des commerçants et des associations de commerçants m'ont fait part de plusieurs enjeux préoccupants liés à ce changement, rappelons-le, imposé par la loi, notamment :

- Des services bien plus coûteux que prévu;
- L'impossibilité d'obtenir un service dit « de base », soit un logiciel de caisse conforme et fonctionnel. L'achat de ce type de logiciel est presque toujours conditionné à l'acquisition non sollicitée de nouveaux équipements (imprimantes, terminaux de paiement INTERAC), alors que le matériel actuel est encore en bon état de fonctionnement;
- L'absence d'un processus d'homologation pour les entreprises offrant ces logiciels.

Les commerçants qui se sont entretenus avec mon équipe soulignent que ces entreprises fonctionnent désormais sur le modèle de l'abonnement. Un tel abonnement peut coûter jusqu'à 250 \$ par mois, et ce, de façon permanente. À titre comparatif, l'ancien MEV physique représentait un coût unique d'environ 2 000 \$ à l'achat, il y a 12 ans. Ce nouveau fardeau financier s'ajoute à d'autres pressions bien connues du secteur de la restauration : hausses abusives de loyers, inflation du coût des denrées alimentaires, et pénurie de main-d'œuvre.

Revenu Québec a publié en 2022 une analyse d'impact réglementaire basée sur des données de 2021. Il semble toutefois que les coûts estimés à cette époque ne reflètent plus la réalité actuelle. Selon l'Association Restauration Québec, l'annonce de la transformation numérique a entraîné une flambée des prix des logiciels.

Nous comprenons que Revenu Québec plaide que ce changement a été annoncé il y a deux ans, laissant aux commerçants un délai suffisant pour s'adapter. Toutefois, aucun entrepreneur ne souhaite commencer à payer un abonnement mensuel un an et demi à l'avance s'il n'y est pas obligé de le faire. La majorité des commerces attendra donc la dernière minute pour se conformer. L'Association Restauration Québec craint que cela mène à un nombre élevé d'infractions, avec à la clé plusieurs faillites dans un contexte déjà incertain.

Ma question pour le ministre est la suivante :

À la lumière de ces informations, je me demande si le ministre serait disposé à considérer des mesures concrètes pour éviter des frais abusifs à nos PME. Une meilleure régulation de ce secteur me semble essentielle, notamment :

- L'obligation pour les fournisseurs de logiciels MEV d'offrir un service « de base » conforme;
- La mise en place d'un plafond tarifaire pour les forfaits proposés;
- L'obligation pour ces entreprises d'obtenir une homologation officielle;
- L'octroi de subventions aux commerces contraints de renouveler leur équipement pour se conformer à la réglementation.

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa)** Interpellation du député de Jean-Talon au ministre responsable des Relations canadiennes sur le sujet suivant : *L'impasse de la troisième voie caquiste face aux refus du Canada de donner suite aux demandes historiques du Québec.*